

arguments que j'ai fait valoir ici ont été présentés en particulier aux représentants de ces deux autres gouvernements. Mais il me semble qu'il faut ici autre chose qu'une présentation particulière de ces points de vue. Il faut une déclaration aussi nette et sans équivoque, de la part du gouvernement canadien en ce qui concerne une folie de ce genre, que celle que faisait il y a quelques jours le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'égard du cas tragique dont nous venons de parler.

Je demande avec instance que le gouvernement canadien prenne ces questions en sérieuse considération, qu'il se rende compte qu'il peut en sortir d'autres résultats tragiques pour nous. En effet, ces essais ne comportent aucun avantage militaire imaginable. Or, si on pouvait persuader les gouvernements américains et britanniques d'y mettre fin, le gouvernement de l'URSS serait laissé dans une situation gênante vis-à-vis de ces peuples du monde qui, comme nous, envisagent ces expériences avec inquiétude et tremblement. Je songe ici aux peuples des parties du monde qui ne se rangent encore ni dans un camp ni dans l'autre.

Le plus grand service que le gouvernement du Canada puisse rendre à la population du monde serait de charger un de ses porte-parole de s'exprimer aussi fermement et aussi carrément que l'a fait M. Adlai Stevenson au cours de la campagne électorale américaine.

M. Macdonnell: Monsieur le président, il est très rare que je participe à un débat sur les affaires extérieures mais la question que nous discutons cet après-midi semble avoir pris des proportions si extraordinaires que je me crois tenu de prendre part au débat d'aujourd'hui. L'autre jour, j'ai tout accepté de ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a dit à propos de l'affaire Norman. J'ai tout approuvé. Je le répète, j'étais parfaitement d'accord avec lui, sans la moindre réserve. Mes premiers doutes sont venus plus tard dans la journée quand j'ai appris que certaines gens disaient en connaître beaucoup plus long sur cette histoire et ne croyaient pas que le ministre avait eu raison de tenter d'exonérer pleinement M. Norman.

L'autre chose qui m'a préoccupé, et elle m'a préoccupé beaucoup, c'est l'embarras qu'a manifesté ce matin le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social lorsque le chef de l'opposition lui a demandé s'il pouvait certifier que le ministère avait une confiance totale en M. Norman. Je n'ai pas le texte de la question, mais telle en est assez bien la substance. C'était parfaitement évident que le ministre était embar-

raissé, qu'il n'estimait pas pouvoir répondre au pied levé à une telle question.

L'hon. M. Martin: Permettez-moi de rectifier cela immédiatement. Je sais que l'honorable député n'est pas de ceux qui veulent créer des impressions fausses sur des sujets de ce genre. Si, à propos d'une question de cette importance, l'honorable député avait été ministre suppléant, je suis sûr qu'il aurait été d'avis qu'avant de répondre à une question sur un sujet dont il ne s'occupait pas tous les jours, il aurait dit qu'il voulait bien examiner les choses avant de répondre.

M. Macdonnell: Voilà, je pense, une réponse judicieuse. D'autre part, compte tenu des sentiments que j'ai éprouvés l'autre jour en entendant le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dire que, incontestablement, la commission américaine était absolument dans l'erreur, qu'elle n'avait aucune raison . . .

L'hon. M. Pearson: Elle était en effet complètement dans l'erreur.

M. Macdonald: Je n'ai pas besoin de m'étendre là-dessus; j'exprime simplement mon inquiétude, encore accrue, évidemment, de ce que le ministre est revenu pour faire une autre déclaration qui me réjouit.

Je vais maintenant faire quelque chose que tout le monde n'approuvera pas. Je vais donner lecture de certains passages d'un article paru dans le *Globe and Mail* parce que j'en ai été troublé. Leur auteur est un homme que je respecte même s'il m'a critiqué assez vertement. C'est un écrivain sérieux et ses écrits méritent une réponse. C'est pourquoi, je consignerai une partie de cet article au hansard. Il a été publié dans le *Globe and Mail* de ce matin sous la signature de M. George Bain. Ce qui m'a intrigué,—et ce que la déclaration faite cet après-midi par le ministre n'a pas entièrement élucidé,—et ce qui m'a troublé aussi, c'est l'expression de ce sentiment réel,—car je sais qu'il est réel,—que nous ne devons pas divulguer une foule de détails concernant cet homme. Si j'ai bien lu ce texte, je crois que les difficultés qu'a suscitées cette affaire viennent de ce que nous n'avions pas, à en croire ce récit, tout consigné au compte rendu il y a des années. Je lis:

La protestation du gouvernement canadien auprès du gouvernement des États-Unis qui lui a valu, hier, la manchette de presque tous les journaux, est presque entièrement un trompe-l'œil. Comme M. Pearson, ministre des Affaires extérieures, l'a concédé lui-même, le genre de renseignements de sécurité que le Canada a menacé de ne plus fournir aux États-Unis n'est pas, de toute façon, le genre de renseignements que, la sous-commission sénatoriale de sécurité intérieure a utilisés contre M. Norman. La note d'hier,